

L'AUSTRALIE :
MISES EN PERSPECTIVE
HISTORIQUES

5

L'AUSTRALIE PRÉCOLONIALE

Contrairement à ce qu'on a longtemps pu lire dans les manuels utilisés par les enfants des écoles australiennes, l'histoire de l'Australie n'a pas commencé avec l'arrivée du capitaine Cook en 1770 ou celle de la *First Fleet* en 1788. Si l'histoire physique de cette île-continent remonte à l'ancien Gondwana, dont elle s'est détachée au début du Cénozoïque, c'est aussi l'histoire humaine qu'il convient de replacer dans une longue perspective. Au cours des dernières décennies du xx^e siècle, la multiplication des découvertes archéologiques a ainsi permis de souligner l'ancienneté de la présence des Aborigènes sur le continent australien : 10 000, puis 40 000, voire 60 000 ans. Mais ces recherches n'ont pas seulement inscrit le peuplement humain de l'Australie dans une très longue durée, elles ont surtout contribué à renouveler la perception des populations qui occupaient l'Australie avant l'arrivée des Britanniques. Elles ont permis en particulier de battre en brèche les conceptions erronées et malheureuses qui décrivaient les sociétés aborigènes comme essentiellement rigides et immuables. Non seulement ces dernières avaient été suffisamment flexibles pour s'adapter avec succès à des changements environnementaux et climatiques de très grande ampleur, mais les structures, les modes de subsistance et d'occupation spatiale, ainsi que les formes d'organisations politiques qui les caractérisaient n'avaient rien de statique, ayant parfois connu des transformations majeures sur des périodes relativement courtes. Dans le même temps, les archéologues ont souligné l'existence de profondes innovations technologiques et de

formes d'art très fines (illustrées en particulier par les pratiques d'utilisation symbolique de l'ocre). Dans ce contexte, s'est progressivement imposé l'argument – développé notamment par Marshall Sahlins – selon lequel les Aborigènes avaient vécu dans l'abondance avant la colonisation, loin de l'image de « sauvages misérables » qui leur avait été accolée. Toutes ces recherches ont également jeté les bases pour une remise en cause du mythe de la « découverte » de l'Australie par les Européens, qui a longtemps prévalu. Comme l'écrivait John Mulvaney en 1969 : « Ceux qui ont découvert, exploré et colonisé les trois millions de miles carrés qui constituent l'Australie sont les Aborigènes. Leurs personnes, institutions sociales et équipements matériels sont généralement cités comme des survivances de l'aube de l'humanité, comme des exemples de sauvagerie brutale. Les faits sont autres. »

- 6 Ainsi, au moment de « l'invasion » – puisque c'est ainsi que les Aborigènes commémorent aujourd'hui le 26 janvier 1788 –, on estime que près d'un million de personnes, réparties en plus de cinq cents groupes linguistiques, peuplaient le continent, occupant aussi bien les déserts arides du *red center*, les forêts tropicales du Queensland que les zones tempérées ou humides du Victoria ou de la Tasmanie. Ces populations, qui poursuivaient une existence nomade fondée sur la chasse et la cueillette, étaient organisées sur la base d'un socle culturel commun mais fortement diversifié selon les régions. Des réseaux de relations et d'échanges s'étendaient sur de vastes territoires, en fonction de liens de parenté complexes. Pourtant, lorsque les Britanniques se sont installés, ils n'ont fait que peu de cas des populations locales.

L'« INVASION » BRITANNIQUE ET LA FORMATION D'UNE COLONIE DE PEUPEMENT

Ces premières décennies de la colonisation font l'objet de conflits d'interprétation. Les premiers historiens ont voulu donner l'image d'une colonisation pacifique, dans laquelle les Européens auraient été les seuls acteurs de l'Histoire, découvrant, explorant et peuplant un continent qui aurait été vide à leur arrivée. Dans ce contexte, le face-à-face entre les colons et les Aborigènes était présenté comme relativement anecdotique par rapport aux divers aléas qu'ont impliqués la formation d'une colonie britannique de peuplement et sa transformation en État-nation anglophone.

La punition des *convicts* tout d'abord. L'Australie a servi en effet de colonie pénale entre 1788 et 1868, recevant plus de 160 000 condamnés,

hommes et femmes, originaires pour l'essentiel des îles Britanniques¹. Ces prisonniers devaient travailler pour contribuer à la construction et au développement des différentes colonies, étant utilisés à la fois par les autorités publiques (construction de routes, ponts, hôpitaux, etc.) et par les colons libres et des propriétaires terriens.

L'expansion de l'économie australienne retenait également l'attention. Dès 1815, le développement de l'élevage et la production de la laine destinée à l'exportation provoque un afflux de migrants britanniques : les *squatters* – petits ou grands – s'approprient les terres fertiles pour y faire pâître leurs troupeaux, formant assez rapidement une classe comptant parmi les hommes les plus puissants de la colonie.

La ruée vers l'or, qui débute en 1851, constitue ensuite un tournant important. L'enrichissement qui en résulte permet de soutenir le développement de l'industrie et du secteur de la construction, puis d'attirer les investissements. Mais le *gold rush* entraîne dans le même temps de nouvelles tensions, à la fois sociales (la rébellion de l'Eureka, organisée en 1854 par les petits chercheurs d'or, provoque, par exemple, la mort de 30 personnes) et raciales (diverses émeutes sont organisées en particulier contre la présence de 30 000 chercheurs d'or chinois). Enfin, la découverte de l'or a des conséquences démographiques importantes, provoquant l'arrivée de personnes venues du monde entier pour tenter leur chance. Lors de la seule année 1852, 370 000 nouveaux migrants s'installent en Australie et quand le processus s'essouffle, en 1871, la population a quasiment été multipliée par quatre pour atteindre 1,7 million d'habitants. À la fin du siècle, l'Australie compte 3,7 millions d'habitants et les différentes colonies qui la composent disposent toutes d'une structure institutionnelle solide.

Il serait bien évidemment absurde de nier les transformations spectaculaires qu'a connues le pays dans cette période. Mais on doit se méfier des conceptions historiques longtemps dominantes qui avaient tendance à reléguer un peu vite les populations aborigènes au seul passé précolonial. Ceci non seulement parce que cette image ne correspond pas à la réalité historique, mais également parce que cette exclusion délibérée des Aborigènes de l'Histoire australienne – ce que l'anthropologue William Edward Hanley Stanner a appelé dans les années 1960 le « grand silence australien » – répondait à des considérations idéologiques précises, visant à minimiser la portée de l'expropriation sur les sociétés

1. On comptait environ une femme pour cinq hommes. Les Anglais et les Gallois représentaient environ 70 % des prisonniers, les Irlandais 25 % et les Écossais 5 %.

aborigènes, considérées comme des quantités négligeables, condamnées à l'oubli.

Une première étape importante de l'historiographie a consisté à reconnaître que la colonisation n'avait pas été aussi pacifique que ne le laissaient entendre les premiers livres d'histoire. Prenant le contre-pied de l'idée suivant laquelle les Australiens auraient uniquement été impliqués dans des guerres se déroulant hors du continent (et en particulier les deux guerres mondiales), divers historiens ont insisté sur les affrontements qui se sont déroulés sur le sol australien lui-même. Détaillant notamment les diverses formes de violence et de confrontation qui ont marqué la « frontière » et l'ordre colonial, ils ont mis au jour l'impact destructeur du capitalisme et du racisme européen sur les sociétés aborigènes².

8 Dans un deuxième temps, il a fallu reconnaître que les Aborigènes n'ont pas été des victimes passives face au processus de colonisation et que, malgré les maladies et la violence, ils n'ont pas disparu avec lui. Ils ont non seulement su développer des formes de résistance et d'opposition politique et culturelle devant la violence blanche et l'usurpation de leurs terres³, mais ils ont également développé des formes d'« accommodement » au colonialisme. Contrairement à ce que laisse penser la « métaphore du château de cartes », les groupes aborigènes ont su se faire une place, voire créer pour eux-mêmes des espaces d'autonomie, dans un contexte de forte domination. C'est ce que montre, par exemple, la recherche d'Ann McGrath sur les fermes d'élevage dans le Territoire du Nord au cours des premières décennies du xx^e siècle⁴. Pour elle, la « frontière » ne constituait pas une limite rigide, mais une zone d'interaction, dans laquelle les Aborigènes occupaient une place, certes dominée, mais importante. Ils travaillaient pour les femmes et les hommes blancs, réussissant parfois à négocier une place de choix : certains excellaient dans l'élevage du bétail et des chevaux, activités de grand prestige, ou dans les tâches domestiques, allant jusqu'à s'occuper des enfants du patron, et pratiquement à les élever. Finalement, le renouveau historiographique a permis de souligner que l'histoire des conflits entre Européens et Aborigènes a comporté différents chapitres, différentes modalités, selon les régions du continent.

2. Voir, par exemple, la trilogie de Charles Rowley, *Aboriginal Policy and Practice*, Canberra, Australian National University Press, 1971.

3. Voir, en particulier, l'ouvrage pionnier de Henry Reynolds, *The Other Side of the Frontier*, Sydney, University of New South Wales Press, 2006.

4. Ann McGrath, *Born in the Cattle. Aborigines in Cattle Country*, Sydney, Allen & Unwin, 1987.

LA FÉDÉRATION :
 NAISSANCE D'UNE NATION

Un tournant important dans l'histoire de l'Australie se situe en 1901 : les six colonies – la Nouvelle-Galles du Sud (le premier État, fondé en 1788), la Tasmanie (fondée en 1824 sous le nom de *Van Diemen's Land*), l'Australie-Occidentale (1829), l'Australie-Méridionale (1836), le Victoria (1851) et le Queensland (1859)⁵ – décident de s'unir pour former une fédération. Cette transformation ne signifie en aucun cas, cependant, une « rupture » avec la mère patrie. La reine d'Angleterre reste souveraine, l'hymne national britannique n'est pas remplacé et l'*Union Jack* est incorporé au drapeau national. La nouvelle nation affirme également avec force son identité « blanche ». L'une des premières mesures adoptées par le Parlement fédéral est l'*Immigration Restriction Act*, visant à prévenir l'immigration d'une main-d'œuvre bon marché asiatique ou « de couleur ». Cette loi marque le début de la politique de « l'Australie blanche », qui fait alors l'objet d'un large consensus au sein de la classe politique. En 1908, le *Labor Party*, incarnant pourtant la gauche australienne, incluait, par exemple, dans son programme la nécessité de « cultiver un sentiment australien fondé sur une pureté raciale ».

9

Dans une même logique, le texte de la Constitution de 1901 excluait les Aborigènes de la fédération, ces derniers n'apparaissant que dans deux brèves références. Le Placitum 26 de la section 51, qui détaillait la liste des pouvoirs du Parlement du Commonwealth, donnait à ce dernier le pouvoir de légiférer pour les personnes de toutes les races, « à l'exception de la race aborigène, et ce dans tous les États ». Les États, bénéficiant de la prérogative de définir les limites de leur corps électoral, pouvaient, par exemple, exclure les Aborigènes du vote. La section 127 excluait, elle, les Aborigènes des recensements, ce qui n'avait certes pas de conséquence directe, mais témoignait tout de même du statut humiliant qui leur était réservé⁶. L'appartenance à la nouvelle nation était donc largement réservée aux Blancs, de préférence d'origine britannique.

5. Manquent le Territoire du Nord et le Territoire de la capitale australienne, transférés sous le contrôle du Commonwealth en 1911.

6. Ce n'est que lors des référendums constitutionnels de 1967 qu'il fut proposé aux Australiens d'amender la première section et de supprimer la seconde.

L'AUSTRALIE DANS LES GUERRES

Cette allégeance à la mère patrie se trouve confirmée par l'engagement dans la Grande Guerre. Dès août 1914, le Premier ministre Joseph Cook déclare, avec le soutien de la population, que, « si l'Empire est en guerre, l'Australie l'est aussi ». De fait, plus de 400 000 soldats australiens participent au conflit et les pertes humaines sont colossales (plus de 200 000 morts). Ce sacrifice des soldats australiens, qui combattent sur de nombreux fronts (en Nouvelle-Guinée allemande; en Turquie où se déroule la bataille de Gallipoli, dont le souvenir est toujours présent; au Moyen-Orient ainsi que sur le front de l'ouest, où les pertes sont les plus importantes), permet tout à la fois d'exalter la fierté patriotique naissante et de renforcer les liens avec les autres membres de l'Empire britannique.

La situation n'est pas tout à fait la même lorsque débute la Seconde Guerre mondiale. Si l'Australie mobilise ses troupes pour soutenir les Alliés (essentiellement en Méditerranée et au Moyen-Orient), elle se pense malgré tout à l'abri des menaces militaires, de par son éloignement des théâtres d'affrontement. Et surtout, l'esprit des Australiens reste marqué par les séquelles profondes laissées par la Grande Dépression. L'économie australienne – qui dépendait très fortement des exportations de laines et de blé – a en effet été profondément touchée par la crise des années 1930: les niveaux de chômage ont considérablement augmenté et ceux qui avaient réussi à conserver un travail se sont trouvés affectés par les bas salaires et les mauvaises conditions de travail. De manière générale, de nombreuses familles ont dû changer leur mode de vie pour faire face à la misère.

Dans ce contexte, la nouvelle de la guerre ne suscite pas l'enthousiasme de 1914 et l'Australie y semble mal préparée. Pourtant la situation change très vite avec l'entrée en guerre du Japon qui, en décembre 1941, ouvre un front dans le Pacifique et met directement à mal les positions australiennes. Non seulement 15 000 Australiens sont faits prisonniers lors de la chute de Singapour, en février 1942, mais, quelques jours plus tard, le bombardement de Darwin fait peser la menace, pour la première fois, d'une invasion sur le territoire australien lui-même. Privé de l'appui des Britanniques, le travailliste John Curtin, devenu Premier ministre en octobre 1941, doit alors faire appel à un nouveau protecteur: les États-Unis. Les forces australiennes sont placées sous le commandement du général MacArthur, qui organise depuis l'Australie la reconquête des îles du Pacifique. Une fois la guerre terminée, cette situation

entraînera deux transformations majeures en matière de politique extérieure, favorisant une certaine prise de distance vis-à-vis de la Grande-Bretagne. Premièrement, un rapprochement avec les États-Unis – en particulier par une participation aux institutions internationales créées sous son égide, mais aussi par l'établissement d'alliances conduisant à l'envoi de 8 000 conscrits lors de la guerre du Viêtnam. Deuxièmement, la recherche d'une reconnaissance majeure comme puissance régionale dans le Pacifique.

LES « TRENTE GLORIEUSES »

L'économie de guerre fondée sur la planification qui se met alors en place permet cependant le retour de la croissance et du plein-emploi ainsi que la reprise des exportations. Les éleveurs et fermiers sont sollicités pour subvenir aux besoins alimentaires de la Grande-Bretagne et des soldats présents dans le Pacifique. L'exploitation des mines se développe. Dans ce contexte, l'État fédéral – qui n'occupait jusque-là qu'une place mineure – prend de l'ampleur. La création en 1942 d'un ministère de la Reconstruction chargé de mettre en place une politique de relance joue notamment un rôle moteur : construction de logements, recrutement de fonctionnaires, soutien à l'industrie (notamment automobile), modernisation de la production agricole, développement de l'éducation supérieure, extension des droits sociaux (santé, retraite, chômage, éducation, etc.). Et cette politique sera poursuivie les décennies suivantes, y compris après la défaite des travaillistes en 1949 au profit de l'alliance conservatrice *Liberal-Country Party*, dirigée par Robert Menzies. Bien que soutenant l'entrepreneuriat privé, ce dernier reste attaché au principe d'un service public puissant, impulsé au niveau fédéral, et il met en place des mesures protectionnistes en faveur des industries et services. Comme dans la majeure partie du monde occidental, les « trente glorieuses » sont marquées par une forte croissance, qui stimule la demande intérieure aussi bien que les exportations. Dans ce contexte, l'accès à la consommation de masse et à la petite propriété transforme le mode de vie d'une grande majorité d'Australiens. Pour beaucoup, l'Australie est alors l'incarnation de la *Lucky Country*, titre d'un ouvrage de Donald Horne paru en 1964.

Mais cette phase de prospérité ne profite pas à tous au même titre. Les Aborigènes restent notamment confinés dans une position marginale : ils sont tiraillés entre des politiques visant à les « assimiler » de gré ou de force, et des formes très puissantes de ségrégation. Bien qu'ayant accédé officiellement à la citoyenneté australienne à sa création en 1948

(puisqu'ils étaient auparavant des *British subjects*), ils sont très largement exclus de la vie politique et continuent d'occuper les positions les plus basses de l'espace social. Même l'écrasant succès du référendum de 1967 qui témoigne d'un changement profond au sein de l'opinion publique n'a, en pratique, qu'un impact marginal.

Enfin, l'un des principaux défis de l'après-guerre est lié au sous-peuplement du pays, qui ne compte en 1946 que 7,5 millions d'habitants (soit moins d'un habitant par km²). La croissance démographique « naturelle » est alors trop faible pour atteindre le seuil de sécurité de la population australienne fixé par Curtin en 1943 entre 20 et 30 millions de personnes (pour faire face en particulier à la « menace asiatique »). Un ministère fédéral de l'Immigration est donc créé sous la responsabilité d'Arthur Calwell de façon à attirer massivement de nouveaux migrants.

12 Profondément attaché au principe de « l'Australie blanche », Calwell se fixe pour objectif d'attirer 90 % d'immigrés britanniques, lesquels bénéficient de passages à très bon marché, voire gratuits. Cependant les besoins en main-d'œuvre sont tels que le cercle des immigrants potentiels est rapidement élargi. Dans l'immédiat après-guerre, l'Australie reçoit plus de 180 000 migrants envoyés par l'Organisation internationale pour les réfugiés. De manière générale, sur les 1,2 million de migrants arrivés entre 1949 et 1959, seul un tiers provient des îles Britanniques : les autres viennent essentiellement d'Europe du Sud (23 % pour l'Italie, la Grèce et Malte) ou du Nord (21 % pour l'Allemagne et la Hollande)⁷. Si Menzies ne revient pas sur l'idée d'une Australie blanche, l'arrivée de ces « nouveaux Australiens » – dont beaucoup ne sont pas considérés comme « blancs » – produit donc une diversification inconnue jusque-là (puisque, avant-guerre, 90 % des Australiens étaient d'origine britannique). La population est en augmentation constante durant ces années et lorsque les travaillistes reviennent au pouvoir en 1972, les Australiens sont 13,4 millions et l'immense majorité d'entre eux vit en ville.

LE RETOUR DES TRAVAILLISTES AUX AFFAIRES

Le début des années 1970 marque un tournant important. Les gouvernements conservateurs qui se succèdent après le départ de Menzies en 1966 doivent faire face à de nouvelles formes de contestation : les étudiants se mobilisent en particulier contre la guerre du Viêtnam et une nouvelle génération de militants aborigènes s'oppose ouvertement à l'assimilation

7. Dans les années 1960, s'ajoute une importante migration yougoslave.

et au racisme. C'est ce contexte qui permet au parti travailliste, emmené par Gough Whitlam, de retrouver l'exercice du pouvoir à la fin de l'année 1972. Dès son arrivée, Whitlam impulse des réformes dans de nombreux domaines : au niveau social (création d'un système universel d'assurance-maladie), en matière de politique internationale et de défense (retrait des troupes du Viêtnam, fin de la conscription, établissement de relations diplomatiques avec la Chine, indépendance de la Papouasie, ratification de nouvelles conventions internationales, etc.), en matière d'immigration (suppression des formes de discrimination « raciale » qui symbolisait la politique de l'Australie blanche) et de traitement des minorités (revendication officielle du « multiculturalisme » accordant des services spécifiques aux « groupes ethniques »). La question aborigène – que Whitlam présente comme « le problème central sur lequel l'Australie sera jugée par le reste du monde » – acquiert également une importance nouvelle : une politique d'« autodétermination », soutenue par la mise en place d'une bureaucratie aborigène, entend mettre fin à l'ancienne logique de l'« assimilation ». Ce programme ambitieux vaut au gouvernement de nombreux adversaires (en particulier au sein de la presse et des milieux d'affaires) et le ralentissement de l'économie lié au premier choc pétrolier le met dans une position difficile. Face à la montée des oppositions, internes et externes, les travaillistes doivent finalement abandonner le pouvoir en novembre 1975 à la suite d'une crise constitutionnelle inédite : le gouverneur général, Sir John Kerr, profite d'un blocage au Sénat pour destituer Whitlam et convoquer de nouvelles élections.

13

Bien qu'élu sur un programme conservateur, Malcolm Fraser – le successeur de Whitlam – ne revient pas sur l'ensemble des transformations engagées. Dans de nombreux domaines, il y a même une continuité indéniable : multiculturalisme (création de la chaîne de radio et de télévision multilingue SBS), immigration (accueil de migrants asiatiques et de réfugiés), affaires aborigènes (premières reconnaissances de droits fonciers dans le Territoire du Nord), politique étrangère (lutte contre l'apartheid et en faveur de l'indépendance du Zimbabwe), etc. La principale rupture concerne une amorce de conversion au « rationalisme économique » : l'influence grandissante d'économistes de la Nouvelle Droite conduit à remettre en cause la légitimité de l'« interventionnisme » et celle de l'idéologie « égalitariste » qui avaient prévalu depuis l'après-guerre. Paradoxalement, ce tournant se poursuit durant les gouvernements travaillistes de Bob Hawke, arrivé au pouvoir en 1983, et de son ministre des Finances, Paul Keating, qui lui succède en 1991. Loin de renouer

avec les années Whitlam, Hawke et Keating mettent en effet en œuvre des politiques économiques et monétaires restrictives visant à contenir le déficit, l'inflation et les taux d'intérêt (déréglementation du système financier, flottement du dollar australien, privatisation de l'industrie et des banques, etc.). Si divers programmes sociaux sont mis en place pour compenser les effets de ces politiques, il n'en reste pas moins que le gouvernement ne réussit pas à éradiquer la pauvreté – comme il l'a promis lors de la campagne électorale de 1987. La récession du début des années 1990 provoque au contraire une très forte augmentation du chômage (qui avoisine les 11 % en 1992). Dans une même logique, Hawke est contraint par le puissant lobby minier à renoncer à la politique ambitieuse de droits fonciers qu'il avait annoncée pour les Aborigènes. Si Keating entend marquer un tournant au début des années 1990, la tâche n'est pas facile : les mesures qu'il propose – connues sous le nom de *The Big Picture* – ont indéniablement une portée symbolique forte (projet républicain finalement avorté en 1999, « réconciliation » avec les Aborigènes symbolisée par le *Mabo Case* de 1992, ouverture vers les voisins asiatiques et du Pacifique, etc.) mais ne suscitent pas l'enthousiasme de l'électorat populaire traditionnellement proche du parti travailliste.

UNE RÉVOLUTION CONSERVATRICE

Les forces de la coalition (*Liberal-National Party*), emmenées par John Howard, emportent donc les élections de 1996 : une « révolution conservatrice » se met alors en place dans de nombreux domaines. En matière économique, le gouvernement conduit une politique néolibérale parfaitement assumée : réductions des dépenses de l'État (notamment par des coupes dans les programmes sociaux), privatisations, réformes fiscales, déréglementation des relations industrielles et flexibilisation du marché du travail. Au niveau international, Howard devient l'un des principaux alliés des États-Unis après le 11 septembre 2001 : les troupes australiennes participent à l'intervention en Afghanistan puis à l'invasion de l'Irak dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme ». Cette proximité entre Howard et Bush facilite également l'établissement de relations économiques et stratégiques (comme en témoigne la signature d'un traité de libre commerce entre les deux pays en 2004). Enfin, l'un des grands tournants des années Howard concerne la revendication d'une nouvelle politique identitaire. Le nouveau gouvernement dénigre le multiculturalisme et adopte une politique d'immigration très restrictive (dont le symbole est la multiplication – sur le territoire

australien ou *off shore* – des centres de détention pour clandestins). Il place également les questions aborigènes au cœur des débats : Howard conteste, par exemple, la légitimité des organisations communautaires, il refuse de présenter les excuses de l'État australien après les révélations concernant les générations volées et défend une conception positive de l'histoire australienne, contre une vision de la repentance (ce qu'il appelait la *Black Armband History*). Si les bons résultats économiques et le retour de la croissance assurent une popularité certaine à Howard et lui permettent de servir quatre mandats consécutifs, sa politique lui vaut également de nombreuses oppositions (et en particulier celle d'une très large partie de l'intelligentsia) : de gigantesques manifestations sont organisées en faveur de la réconciliation avec les Aborigènes (2000), contre la participation de l'Australie à la guerre en Irak (2003) et contre les *Industrial Relations Laws* (2005). En 2007, l'usure du pouvoir permet une nouvelle alternance : le nouveau Premier ministre travailliste, Kevin Rudd, se distingue clairement de son prédécesseur, en présentant enfin des excuses aux Aborigènes au nom de l'État australien et en ratifiant, le jour même de son investiture, le Protocole de Kyoto. Rudd perd cependant le soutien de son parti et, en 2010, il est démis de ses fonctions : son adjointe, Julia Gillard, devient alors la première femme à accéder à la fonction de Premier ministre.

15

R É S U M É

Cet article entend présenter un bref panorama de l'histoire australienne. Il souligne d'abord l'ancienneté de la présence des Aborigènes, rappelant ainsi que l'histoire de l'île-continent n'a pas commencé avec l'arrivée du capitaine Cook en 1770. Il s'interroge ensuite sur la formation, au XIX^e siècle, d'une colonie britannique de peuplement et sa transformation, au XX^e siècle, en État-nation anglophone, tout en critiquant la tendance d'une certaine historiographie à reléguer un peu vite les populations aborigènes au seul passé précolonial.